

 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune du TOUVET
SIRET/SIREN
21380511200017
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie - 700 grande rue – 38660 LE TOUVET
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Laurence THERY, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Luc LITZLER, responsable de l'urbanisme
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Mairie – 700 grande rue – 38660 Le Touvet --- 04 76 92 34 34 – l.litzler@letouvet.com
2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme du Touvet – Modification n°8
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU initial approuvé le 10/12/2007 ; dernière modification (n°7) approuvée le 16/09/2019 http://www.letouvet.com/urbanisme/documents/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune du Touvet
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<div> <p>PLU de la commune du TOUVET Projet de MODIFICATION N°8</p> <p>Protection d'un espace boisé (L151-19) – hameau du Vivier</p> <p>Modification OAP centre-bourg</p> <p>Protection d'un bâtiment patrimonial (L151-19)</p> <p>Protection d'arbres, haies et espaces boisés remarquables (L151-19) + d'autres (cf. zooms et notice de présentation)</p> <p>Création d'un ER pour un cheminement piéton</p> <p>OAP de la Combe : Création d'un ER pour du logement social + protection d'un espace boisé (L151-19)</p> <p>Création d'une nouvelle OAP de secteur : « La Conche »</p> <p>Création d'un STECAL en zone agricole</p> <p>Evolution de zonage d'un tènement de la zone Nf en A</p> </div>

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes, approuvé le 10/04/2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de la Grande Région de Grenoble, approuvé le 21 décembre 2012. Ce document a été élaboré selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » (SCoT Grenelle). Une première évaluation de sa mise en œuvre a été réalisée en 2018.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse (mars 2022), pas de SAGE ; PGRI Rhône Méditerranée (déc. 2015 ; en cours de révision) ; Charte du PNR de Chartreuse (en cours de révision) ; PCAET du Grésivaudan (2013, en cours de révision) ; PLH du Grésivaudan en cours de révision ; pas de PDU/PM.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision de la MRAE du 21 juin 2018 relative au projet de modification n°6 du PLU, concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pas d'évaluation environnementale initiale ni d'actualisation, depuis l'approbation initiale du PLU en 2007.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

[Modification de droit commun \(articles L 153-36 à L 153-44 du code de l'urbanisme\)](#)

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

[3 176 habitants \(Source : Insee, RP2019, population municipale légale\)](#)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	1 174 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	155,95 ha	13,3 %	155,95 ha	13,3 %
zones 1 AU (indicées)	1,4 ha	0,1 %	1,4 ha	0,1 %
zones 2 AU (strictes)	21,55 ha	1,8 %	21,55 ha	1,8 %
zones A	410,10 ha	34,9 %	411,18 ha	35 %
zones N	585 ha	49,8 %	583,92 ha	49,7 %
Total	1 174 ha	100 %	1 174 ha	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

[Pas d'objectifs chiffrés définis dans le PADD du PLU approuvé en 2007.](#)

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

[La présente modification porte sur le contenu et les objectifs suivants :](#)

[Evolution des Orientations d'Aménagement et de Programmation \(OAP\)](#)

- [Création d'une OAP de secteur « La Conche »](#) : emprise foncière de 5 000 m² dont il est nécessaire d'encadrer l'évolution par des règles de composition et de programmation (12 logements environ).

- **Modification du plan de l'OAP « centre-bourg »** (et ajustement du zonage et règlement associés) : évolution de zonage d'une emprise d'environ 2 400 m² d'un classement UA en UAa (favorisant la densification du tissu urbain dans le cœur de bourg) dans le cadre de la modification de l'OAP « centre-bourg », visant notamment à faciliter la réalisation d'un programme de logement social.
- **Modification de l'OAP de la Combe** (et ajustement du zonage et règlement associés) : protection, au titre de l'article L151-19, d'un espace boisé et d'alignements d'arbres remarquables situés en zone AUh ; création de 2 ER pour la réalisation de logements locatifs sociaux.
- **Création d'une OAP thématique « clôtures »** (et modification des articles 11 du règlement) : pour mieux encadrer qualitativement la réalisation de clôtures dans les zones bâties.

Evolution des dispositions réglementaires

- **Document graphique**
 - **Evolution du zonage d'un tènement de la zone Nf en A** (1 ha environ), pour permettre l'implantation d'agriculteurs sur le site d'une ancienne entreprise d'exploitation forestière ; modification du règlement associé.
 - **Création d'un STECAL en zone agricole**, d'une superficie de 1 200 m² environ, pour permettre un projet d'habitat léger et réversible insolite, à vocation touristique ; modification du règlement associé.
 - **Mise à jour des éléments de patrimoine à préserver (L151-19)** : clarification de la légende (éléments paysagers, murets, monuments, passages à talons), ajout d'espaces boisés (hameau du Vivier et de la Combe), d'arbres et d'allées plantées, ajout d'un bâtiment à préserver (centre-bourg), identification de nouveaux passages à talons (cheminements piétons)
 - Mise à jour des OAP et ajustements de zonage associés
- **Règlement écrit :**
 - **Mise à jour de la codification** (nouveaux articles du code de l'urbanisme, etc.)
 - **Mise à jour des dispositions générales (définitions, glossaire)** : pour plus de clarté pour les instructeurs ADS et les pétitionnaires.
 - **Ajout d'articles 15 sur l'énergie** (renforcer les obligations en matière de performances énergétiques et production d'énergies renouvelables des constructions) **et 16 sur le numérique** (prévoir les attentes pour la fibre optique). Dans toutes les zones U et AU.
 - **Modification des règles relatives à l'insertion des constructions** – articles 11 (habillage des éléments techniques extérieurs, enduits qualitatifs, panneaux solaires, clôtures, etc.) pour viser une plus grande qualité architecturale. Dans toutes les zones U et AU.
 - **Modification des règles relatives au stationnement des véhicules motorisés et vélos** : plus de place aux vélos afin de favoriser les déplacements doux. Dans toutes les zones U et AU.
 - **Modification des règles relatives à la production de logement social** (servitude de mixité sociale imposant 20 % de logement locatif social pour les programmes d'au moins 5 logements) : en autorisant l'accession sociale (via le Bail Réel Solidaire ou le PSLA) en complément du locatif social, pour favoriser la réalisation de logements sociaux dans les petites opérations (jusqu'à 10 logements), aujourd'hui bloquées. Dans toutes les zones U et AU.
 - **Suppression de la possibilité de créer des logements de fonction en zone d'activités économiques (UI)**, dédiée uniquement au développement d'activités et incompatible avec l'habitat.

Modification et mise à jour de la liste des emplacements réservés

- Nouveaux emplacements réservés pour la création de cheminements piétons
- 2 nouveaux ER pour la réalisation de logement social dans l'OAP de la Combe

Mise à jour des annexes

- Ajout des périmètres suivants
 - Périmètre du PAEN (art. R151-52 3°)
 - Périmètre du droit de préemption urbain (art. 151-52 7°)
 - Périmètres de PUP (art. R151-52 12°)

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Pas d'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation ;

Création d'un STECAL en zone A (lieu-dit « Aux Corvées ») d'une superficie de 1 200 m² environ, pour permettre un projet d'habitat léger et réversible insolite, à vocation touristique.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

En Centre-bourg : évolution de zonage d'une emprise d'environ 2 400 m² d'un classement UA en UAa (favorisant la densification du tissu urbain dans le cœur de bourg) dans le cadre de la modification de l'OAP « centre-bourg », visant notamment à faciliter la réalisation d'un programme de logement social (12 à 15 logements).

Hameau de la Conche : création d'une OAP de secteur pour augmenter et encadrer la densité de construction et les règles d'urbanisation d'un tènement partiellement bâti de 5 000 m² environ. 12 à 15 logements seront réalisables, en habitat intermédiaire.

Ces 2 secteurs correspondent à des dents creuses.

L'augmentation du nombre d'habitants de la commune, via la construction de ces 2 secteurs, sera très marginale.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé
- ☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Changement de zonage d'une partie du sous-secteur Nf (lié à la filière bois) en zone A (emprise de 10 818 m², lieu-dit Les Gimbes, à l'est de la Commune, le long de la RD 29 / route de Goncelin), pour permettre l'implantation d'agriculteurs sur le site d'une ancienne entreprise d'exploitation forestière.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Changement de zonage d'une partie du sous-secteur Nf (lié à la filière bois) en zone A (emprise de 10 818 m², lieu-dit Les Gimbes, à l'est de la Commune, le long de la RD 29 / route de Goncelin), pour permettre l'implantation d'agriculteurs sur le site d'une ancienne entreprise d'exploitation forestière.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Protection de nouveaux éléments de paysage au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme : <ul style="list-style-type: none"> - arbres remarquables, arbres têtards et espaces végétalisés d'intérêt (suite à un inventaire des arbres remarquables réalisé en 2021) // quelques centaines de m² - espace boisé dans le hameau du Vivier // 2 659 m² - espace boisé dans le secteur de la Combe // 6 000 m²
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)			
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser les effets			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez

Annexe II

Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune du Touvet n'est pas concernée par un site Natura 2000.</p> <p>Le site Natura 2000 le plus proche au titre de la directive Habitats se trouve sur le massif de la Chartreuse (absence de site au titre de la directive oiseaux à proximité), site FR8201740 Hauts de Chartreuse.</p> <p>Vingt habitats d'intérêt communautaire ont été inventoriés sur ce site, qui est par ailleurs classé en réserve naturelle nationale depuis 1997.</p> <p>Le projet de modification, du fait de son éloignement (plus de 3,5 km) et de la différence d'altitude, n'est pas de nature à porter atteinte à ce site Natura 2000.</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PPRN de la Commune du Touvet a été approuvé le 26/03/2001. Il a fait l'objet d'une révision approuvée le 02/08/2007.</p> <p>Le PPR Inondation Isère Amont a été approuvé le 30/07/2007. Il est actuellement en cours de révision.</p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Château du Touvet (les escaliers d'eau, l'ensemble du château lui-même ; les vestiges des anciennes fortifications, ainsi que le parc) est classé au titre des Monuments Historiques. Une servitude de protection de 500 mètres s'applique autour du château et de son parc.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Inventaire départemental « Avenir 2009 » - Marais de la Frette : Zone humide à boisements marécageux alimentée essentiellement par les apports de versant (+APPB + ZNIEFF type 1) - Zone humide de la Pra : Forêt alluviale relictuelle, dans une partie basse de la plaine, fortement dégradée par de gros remblais et par la plantation de peupliers et d'épicéas (+ ZNIEFF type 2)
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trame verte et bleue SRADDET avril 2020 - Corridors écologiques linéaires (ruisseau de Bresson) et surfaciques - Réservoirs de biodiversité (milieux humides et boisés) - Zones humides régionales - Espaces perméables relais (linéaires et surfaciques) - Grands espaces agricoles surfaciques
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Marais de la Frette fait l'objet d'un classement ZNIEFF de type 1 et d'un arrêté de protection de biotope.

			<p>Des boisements thermophiles situés sur les coteaux de Chartreuse et les boisements alluviaux de la rivière Isère sont classés en ZNIEFF de type 1.</p> <p>Le Massif de Chartreuse et la rivière Isère (zone fonctionnelle de la rivière) sont classés en ZNIEFF de type 2.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Marais de la Frette fait l'objet d'un arrêté de protection de biotope (18,66 ha).</p> <p>Les secteurs concernés par le présent projet de modification sont situés à plusieurs kilomètres du marais de la Frette.</p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Nombreux espaces boisés classés au PLU sur la Commune.</p> <p>⇒ Cf. plan de zonage PLU</p>
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trame de vieux bois - Réseau FRENE (FoRêts en Evolution NaturellEs) : forêt fermée de feuillus, contreforts de Chartreuse
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une grande partie du territoire communal est concerné par des risques naturels (PPRN et PPRI). Cf. cartes en annexes. Certains secteurs concernés par la présente modification de PLU sont situés en zones de

			contraintes faibles (bleues), aucun n'est situé en zone rouge ou violette.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Eléments de paysage et de patrimoine protégés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme (murs en pierre, arbres remarquables, bâtis anciens). Mais aucune réduction de ces protections, au contraire, de nouveaux éléments sont repérés et protégés via la présente procédure.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve, institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Dans le périmètre de protection des abords du Château du Touvet, MH classé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection d'un espace boisé dans le hameau du Vivier - Protection d'arbres remarquables supplémentaires (art. L151-19) - Identification de chemins piétons existants - Modification du règlement écrit en zones urbaines sur plusieurs points (logement social, stationnement, clôtures...)
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs concernés par le présent projet de modification sont situés à plusieurs kilomètres des zones humides de la commune (marais de la Frette et zone humide de la Pra).
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs concernés par le présent projet de modification sont situés à plusieurs kilomètres des différentes ZNIEFF du territoire (marais de la Frette, massif de la Chartreuse et rivière Isère).
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs concernés par le présent projet de modification sont situés à plusieurs kilomètres de l'APB du marais de la Frette.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de secteurs mais des éléments de paysage et de patrimoine ponctuels et linéaires (murs en pierre, arbres remarquables, bâtis anciens). Aucune réduction de ces protections, au contraire, de nouveaux éléments sont repérés et protégés via la présente procédure.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

15 mai 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Obligatoire : Saisine de la CDPENAF de l'Isère pour la création d'un STECAL en zone A.
Passage en commission prévu le 24 avril 2023

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Plan de zonage PPRN Avis de la MRAE sur la modification n°6 du PLU Formulaire de saisine cas par cas modification n°7		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (Personne publique responsable)			
Fait à	LE TOUVET	Le	10/02/2023, mis à jour au 12/04/2023
Nom	THERY	Prénom	Laurence
Qualité	Maire		
Signature			
 			